



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Délégation Centre Limousin Poitou Charente

**OBJET : RECRUTEMENT D'UN ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE  
(AMO) POUR L'ELABORATION D'UN SCHEMA DIRECTEUR  
IMMOBILIER DU CAMPUS CNRS D'ORLEANS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P.)**

**Procédure n° 2025-40**

# **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 – OBJET .....	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES .....	3
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT .....	3
3.1 Forme du contrat .....	3
3.2 Décomposition du contrat.....	3
ARTICLE 4 – DUREE.....	3
ARTICLE 5 – PRIX .....	3
5.1 Forme des prix.....	3
5.2 Variation des prix.....	4
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....	4
ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT .....	4
7.1 Présentation des demandes de paiement.....	4
7.2 Modalités de facturation.....	5
7.3 Délai global de paiement.....	5
ARTICLE 8 – AVANCE .....	6
ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIERES .....	6
ARTICLE 10 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 11 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	6
ARTICLE 12 – VERIFICATION ET ADMISSION .....	6
ARTICLE 13 – OBLIGATION DU TITULAIRE .....	6
13.1 Obligations générales .....	7
13.2 Confidentialité.....	7
13.3 Zone à régime restrictif (ZRR) .....	7
ARTICLE 14 – PENALITES DE RETARD .....	7
ARTICLE 15 – ASSURANCES .....	8
ARTICLE 16 – RESILIATION.....	8
ARTICLE 17 – LITIGES.....	8
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	8

## ARTICLE 1 – OBJET

Le présent marché a pour objet de recruter une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du schéma directeur Immobilier du campus CNRS D'Orléans.

## ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES

Le marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (1 « CRE ») dûment remplies et signés ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire,

Toute clause portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

### 3.1 Forme du contrat

Le contrat est un marché ordinaire à prix forfaitaire.

### 3.2 Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 3 phases définies comme suit :

Phases	Intitulé
1	Diagnostic Initial
2	Elaboration de Scénarios d'Evolution
3	Recommandations et Plan d'Actions priorisé

## ARTICLE 4 – DUREE

Le marché est conclu pour une **durée prévisionnelle** de 10 mois à compter de sa notification.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## ARTICLE 5 – PRIX

### 5.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix forfaitaires selon les stipulations du CRE.

La monnaie de compte du marché est l'Euro.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et aux frais de transport ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Toutes ces charges sont incluses dans les montants forfaitaires du Cadre de réponses économiques (CRE) présentés par le titulaire à la signature du présent marché.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales seront facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

## 5.2 Variation des prix

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de remise des offres du marché, ce mois est appelé M0 « mois zéro ».

Par application de l'article R2112-13 du Code de la commande publique, les prix sont révisés à compter de la date de **démarrage des phases 2 et 3** par application d'une formule représentative de l'évolution des coûts des prestations demandées :

$$P = P_o \times [0,15 + (0,85 \times \text{ING}(m) / \text{ING}(o))]$$

Dans laquelle :

P = prix €HT après révision ;

Po = prix €HT initial contractualisé dans l'accord-cadre et correspondant au mois M0 ;

Im = dernier indice du mois connu à la date de révision (indice définitif) ;

Imo = indice correspondant au mois M0.

Le mois "m" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui de la dernière valeur d'index publiée (parution au JO) au moment de l'application de la formule. **Aucune variation provisoire ne sera effectuée.** Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 » : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

**La révision est à l'initiative du titulaire qui doit proposer plus tard une semaine avant le début de la phase concernée le prix révisé.**

## ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Voir Article IV du CCTP.

## ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1 Présentation des demandes de paiement

Les règlements s'effectuent après service fait selon les prestations réalisées.

Conformément au dispositif législatif et réglementaire relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/07/AIFE-Fiche-pratique-D%C3%A9poser-une-facture-2.0.pdf> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail.

Afin d'optimiser le temps de traitement, le titulaire veillera :

- au respect des mentions obligatoires devant figurer sur vos factures au regard du code du commerce (article L441-3 et articles R123-237 et 238) et du code général des impôts (article 289 et article 242 et article 242 nonies A de l'annexe II) : quelques éléments de contenu sont indiqués dans l'annexe jointe ;

- à faire apparaître impérativement sur vos demandes de paiement, le numéro de la commande du CNRS (par exemple : 0008LXXXXX), le numéro de marché le cas échéant et, si possible, l'adresse de livraison (adresse du laboratoire bénéficiaire de la prestation).

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional de la Délégation Centre Limousin Poitou Charentes 3E Avenue de la Recherche Scientifique 45071 ORLEANS CEDEX 2.

Le Comptable chargé du règlement des factures est le Comptable Secondaire de la Délégation Centre Limousin Poitou Charentes 3E Avenue de la Recherche Scientifique 45071 ORLEANS CEDEX 2.

## 7.2 Modalités de facturation

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY800** ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2072LXXXXXX).

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence du n° de marché qui figure sur le bon de commande ;
- Le n° de la commande 0008LXXXXX ;
- Le descriptif des prestations facturées ;
- La quantité des prestations facturées ;
- Le montant en euros HT des prestations réalisées ;
- Les taxes afférentes des prestations réalisées ;
- Le montant en euros TTC des prestations réalisées.

L'émission de bons de commande pourra se faire jusqu'au dernier jour de validité du marché. Par conséquent, la durée d'exécution des bons de commande émis la dernière année de validité du marché peuvent s'étendre au-delà de cette dernière durée, le paiement des prestations commandées pourra avoir lieu après le terme du marché.

## 7.3 Délai global de paiement

Dans le respect des articles L2192-10 à L2192-11 et R2192-10 à R2192-30 du code de la commande publique, les sommes dues au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

### • Intérêts moratoires

Conformément aux articles L2192-12 à 14 et R2192-31 à 36 du code de la commande publique le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, les intérêts moratoires sont payés directement au titulaire ou au sous-traitant le cas échéant. Ils sont calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 10,5 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## **ARTICLE 8 – AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

L'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI est appliqué :

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze (12) mois, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant initial toutes taxes comprises du marché.
- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est fixé à 10% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Par application à l'article R2191-11 du code de la commande publique, l'avance est récupérée lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## **ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIERES**

Sans objet.

## **ARTICLE 10 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

La description des prestations sont décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **ARTICLE 11 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **ARTICLE 12 – VERIFICATION ET ADMISSION**

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place de la Personne Responsable du Marché du CNRS.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Le délai imparti pour le CNRS pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application de l'article 29 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 13 – OBLIGATION DU TITULAIRE**

### 13.1 Obligations générales

Tous les documents émis par le titulaire, les inscriptions sur les matériels, et les modes d'emploi, doivent être rédigés en français.

Le titulaire est tenu de fournir au Délégué Régional de la délégation Centre Limousin Poitou Charente, les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, tous les six mois à compter de la notification du présent marché et ce, jusqu'à son terme.

Il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 16 ci-après, lorsque, après signature du marché, il ressort que sont inexacts :

- Les pièces mentionnées ci-dessus, remises au titre de la candidature ou en application de l'alinéa précédent ;
- Les attestations et certificats délivrés par les établissements et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, remis au titre de la candidature.

### 13.2 Confidentialité

Le titulaire est tenu par une obligation de confidentialité conformément à l'article 5 du CCAG-PI.

Ces obligations s'imposent également aux éventuels sous-traitants du titulaire.

### 13.3 Zone à régime restrictif (ZRR)

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

## ARTICLE 14 – PENALITES DE RETARD

Tout retard dans les délais d'exécution mentionnés ci-après, hors retard dû à la météorologie dûment constaté par le CNRS, peut donner lieu à des pénalités de retard. Ces pénalités sont déduites sur la facture concernée suivant le constat du retard.

Les délais contractuels d'exécution sont ceux qui figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule ci-après :

$$P = (V \times R) / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

P ne peut dépasser 30% de V.

**(le calcul des pénalités est propre à la prestation concernée)**

## **ARTICLE 15 – ASSURANCES**

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, le futur titulaire du marché doit justifier avant notification du marché qu'il est titulaire d'assurances à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Ces assurances doivent couvrir les dommages aux matériels mis à sa disposition pour l'exécution du marché.

## **ARTICLE 16 – RESILIATION**

Les dispositions des articles 27 à 42 du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables. En cas de défaillance en cours du marché de la part du titulaire pour répondre aux besoins du CNRS, le marché sera résilié de plein droit sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,00 %.

## **ARTICLE 17 – LITIGES**

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

## **ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-PI**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG-PI, par l'article 2 du présent CCAP.  
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG-PI, par l'article 14 du présent CCAP.  
Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG-PI, par l'article 15 du présent CCAP.